

» Art. 4. Chaque étudiant est placé pendant toute la durée de ses études sous le patronage d'un professeur titulaire, adjoint ou suppléant, qui lui est désigné par le doyen.

» Cette désignation est faite sur une liste de trois noms présentés par l'étudiant au moment où il prend sa première ou sa seconde inscription.

» L'élève qui a des motifs pour désirer obtenir le patronage d'un professeur déterminé les expose dans une lettre au doyen.

» Art. 5. La Faculté étant responsable des études de ses élèves, aucun étudiant ne devra prendre de leçons particulières sans avoir fait connaître au doyen le nom du répétiteur et obtenu sa permission écrite.

» Art. 6. Pour obtenir l'entrée des salles, les étudiants devront être porteurs de leurs cartes.

» Des autorisations écrites pourront être accordées aux auditeurs, étrangers à l'école, qui déposeront une demande au secrétariat.

» Chaque professeur pourra permettre l'entrée de son cours.

Le ministère aurait résolu de ne point engager sa responsabilité lors de la prochaine discussion du projet de loi sur la presse. Si cette information est exacte, et tout nous porte à l'espérer, nous ne pouvons que féliciter le Gouvernement de sa réserve.

(Liberté).

Qui sera jugé du commandant Galiber ou de l'amiral Roze, pour la perte du *Magenta*? C'est la grave question qui s'agit en ce moment au ministère de la marine. C'est là, d'ailleurs, une pure formalité, la conduite de ces deux officiers ayant été à l'abri de tout reproche.

Toutefois en raison de l'article 267 du Code de justice militaire, on suppose que c'est l'amiral Roze qui aura à répondre de la perte du *Magenta* devant le conseil de guerre.

En ce cas, les difficultés qui se sont présentées lors du procès Bazaine renaîtraient à l'occasion de la constitution du tribunal appelé à juger l'amiral Roze.

Les juges du commandant en chef de l'escadre devraient être, d'après le règlement : 1 amiral (il n'en existe plus) et 6 vice-amiraux.

Le général ministre de la guerre vient de décider l'envoi d'un intendant militaire à Berlin, avec la mission spéciale d'étudier, dans tous ses détails, l'organisation administrative de l'armée allemande, et d'en présenter un rapport, qui sera soumis au conseil supérieur de la guerre.

ESPAGNE

La grande attaque contre les carlistes de Navarre, annoncée d'abord pour le mois d'octobre, renvoyée ensuite en novembre, se fera, dit-on, définitivement en décembre. Il est probable cependant qu'à cette époque le mauvais temps ne permettra pas d'entreprendre ou obligera d'interrompre les opérations.

Un fait d'un caractère plus sérieux va s'accomplir en Catalogne. On dit que dans cette province, les carlistes n'ont plus que des bandes peu inquiétantes pour le gouvernement. Afin de les détruire, le général Martinez Campos a réorganisé la levée en masse de la Catalogne (somaten). Le 18 de ce mois, toute la population en état de porter les armes doit se lever à son ordre. Le travail sera interrompu partout, ainsi que la circulation des chemins de fer et des voyageurs de toute sorte. On occupera les hauteurs, on fouillera les bois, et la battue générale commencera. Tout village qui n'y prendra point part sera frappé d'une contribution de guerre. Pour chaque carliste tué ou fait prisonnier, une prime de 250 pesetas est accordée, à déduire sur les contributions. Chacun des hommes du somaten recevra une solde d'une peseta et demie par jour (environ 1 fr. 50). Une proclamation de Martinez Campos a annoncé aux carlistes qu'à dater du 18 novembre, jour de la levée du somaten, il n'accorderait plus à personne l'indulto. On se demande vraiment si l'Espagne est un pays civilisé.

Chronique religieuse

L'agence Havas a communiqué aux journaux de Paris la dépêche suivante qui mérite, croyons-nous, confirmation :

« Rome, 40 novembre.

» La réponse du Vatican à la note espagnole

est partie hier pour Madrid.

» La réponse examine la question au point de vue religieux et au point de vue des principes qui formeront la base du concordat et qui ne doivent pas être changés. Elle réfute une à une les assertions de la note espagnole en assurant que le Saint-Siège, loin de vouloir créer des embarras au nouveau gouvernement voudrait l'aider de tout cœur, mais l'aider avec des moyens vraiment efficaces et qui sauvegardent le lien sacré qui a toujours fait la gloire de l'Espagne.

» La réponse ajoute que l'unité religieuse que l'on voudrait présentement bannir ne peut pas être un obstacle au développement de la civilisation ; au contraire l'unité religieuse est le vrai phare de la civilisation. Le devoir du Saint-Siège est de combattre, non pas la civilisation qui n'est ici qu'un prétexte, mais la corruption qui envahit les peuples, et en demeurant sur ce terrain il croit rendre service non-seulement au gouvernement, mais à l'Espagne entière. On doit apprécier à ce point de vue la conduite du nonce et du Vatican.

» Si toutefois le gouvernement, pour des motifs de nécessité suprême, croit devoir présenter ces principes sous d'autres formes, le Saint-Siège est prêt à négocier et à introduire dans le concordat les modifications qui seront jugées acceptables. C'est à la suite de déclarations réciproques qu'on verra jusqu'à quel point le Saint-Siège pourra accepter le projet de la nouvelle Constitution.

» La réponse termine en disant que, comme le gouvernement d'Alphonse XII exprime l'intention de rester d'accord avec le Saint-Siège, cette déclaration est acceptée avec satisfaction, et des instructions analogues ont été données au nonce.

Les archevêques et évêques de Bavière viennent d'adresser au roi Louis une longue lettre dans laquelle ils s'efforcent de ramener à eux le souverain, qu'ils voient prêt à faire cause commune avec les ennemis de l'Eglise catholique. Ils constatent d'abord avec douleur que le courant hostile à l'Eglise, qui existe dans la patrie allemande, ne s'est pas arrêté sur les frontières de la Bavière, et que le présent n'est peut-être que le commencement d'un avenir plus sombre. Puis ils appellent sur trois points spéciaux l'attention du roi. Ils demandent que la secte des vieux-catholiques soit, par le gouvernement Bavarois, déclarée distincte de l'Eglise catholique, et que toutes les questions relatives aux droits et aux biens de l'Eglise soient réglées dorénavant sur la base de cette distinction. Ils déplorent en outre que la légitime influence de l'Eglise soit de plus en plus éloignée de l'école, et que les ministres cherchent constamment à entraver, autant qu'il est en leur pouvoir, la haute mission éducative de l'Eglise. Enfin ils adjurent le roi de résister, par tous les moyens dont son gouvernement dispose, à l'extension de la loi d'empire du 4 juillet 1872 relative aux jésuites et de la loi prussienne du 31 mai 1875 sur les ordres et congrégations catholiques.

La publication de ce document, coïncidant avec celle d'un bref adressé par le Pape à l'Association catholique centrale allemande de Mayence, enlève tout crédit aux rumeurs qui avaient circulé en Allemagne au sujet d'un apaisement prochain de la querelle entre l'Etat et l'Eglise catholique. La *Germania* paraît donc pleinement autorisée à nier que la curie romaine soit disposée à rechercher et à établir un *modus vivendi* entre le clergé et l'Etat allemand.

La station de l'Avant, à Notre-Dame de Paris, sera prêchée, cette année, par le R. P. Roux, de la compagnie de Jésus.

Mgr Fava, le nouvel évêque de Grenoble, fera son entrée et prendra possession de son siège épiscopal le jeudi 18 novembre.

Mgr Carméné, a succédé à Mgr Fava au siège épiscopal de la Martinique.

Mgr l'archevêque d'Aix, les évêques de Luçon, de Digne et de Gap sont arrivés le 12 novembre à Rome, avec les pèlerins provençaux et vendéens. L'audience générale du Pape a eu lieu dimanche dernier.

On en attend prochainement d'autres venant de Bretagne, de Marseille et du Midi de la France, avec l'archevêque de Rennes et l'évêque de Marseille.

Montpellier, le 17 novembre 1875.

Mgr Ginoulhiac, archevêque de Lyon, est mort ce matin.

M. Lacointa, avocat général près la cour d'appel de Toulouse, a été reçu tout dernièrement en audience particulière par le Souverain-Pontife. Pie IX s'est montré plein de bonté pour l'honorable magistrat et l'a invité avec sa digne compagne à entendre sa messe dans sa chapelle privée.

Une chapelle provisoire va être édifée aux buttes Montmartre, en attendant la construction de l'église du Sacré-Cœur.

Les obsèques de Mgr Callot, évêque d'Oran, ont eu lieu à Beaujeu ; la cérémonie était présidée par Mgr Thibaudier. Un grand nombre de prêtres et M. Welche, préfet du Rhône, y assistaient.

Le célèbre astronome, le père Secchi, qui était dangereusement malade, se trouve maintenant hors de danger.

Chronique locale et méridionale.

Le ministre de l'instruction publique a adressé aux préfets les instructions suivantes pour l'application de la loi du 19 juillet 1875, relative à l'augmentation du traitement des instituteurs :

« Monsieur le préfet, la loi relative à l'augmentation du traitement des instituteurs et institutrices publiques a été adoptée par l'Assemblée Nationale dans la séance du 19 juillet dernier ; elle a été promulguée le 27 du même mois et elle est exécutoire à partir du 1^{er} janvier prochain.

Vous connaissez l'économie générale de cette loi ; vous savez de quelle bienveillance elle est empreinte pour cette catégorie si digne d'intérêt des maîtres de l'enfance, et vous savez aussi à quelle unanimité les représentants de la nation ont voté les mesures qui, en améliorant la situation de ces maîtres, élèvent leur dignité morale.

La loi du 19 juillet apportera, vous le comprenez, quelques modifications importantes quant aux résultats, insignifiantes quant à la pratique, dans la comptabilité de l'instruction primaire. Je me réserve de vous adresser à ce sujet des instructions détaillées lorsque j'aurai terminé l'étude de ces modifications.

« Je ne veux aujourd'hui que vous indiquer à grands traits quelles sont les règles qui devront vous guider dans l'établissement du budget communal et départemental pour l'exercice 1876. La réunion prochaine des conseils généraux vous permettra de proposer, en ce qui concerne le budget départemental, les premières mesures qui sont nécessaires pour satisfaire aux exigences de la nouvelle loi.

« En vertu d'une disposition transitoire insérée au paragraphe 2 de l'article 9 de ladite loi, les instituteurs et institutrices titulaires et instituteurs adjoints dont les traitements minima actuels sont de 500, 600, 700 et 800 fr., recevront, la première année, une allocation complémentaire qui élèvera de 100 fr. ces traitements minima.

« Le traitement minimum des institutrices adjointes sera porté, la première année, de 450 à 500 fr.

« Il en résulte qu'un instituteur appartenant, par exemple, à une catégorie dont le traitement minimum eût été de 700 fr. en 1876, et qui en réalité n'aurait reçu que cette somme de 700 fr. dans les conditions des lois antérieures, aurait droit à une augmentation effective de 100 fr. ; celui qui, tout en appartenant à la même catégorie, aurait touché, sous le régime actuel, un traitement de 725 fr., ne recevra qu'un supplément de 75 fr., et de même pour les autres catégories.

« Il vous sera donc facile d'établir dès à présent, pour votre département, l'augmentation exacte du chiffre de la dépense pendant la durée du prochain exercice.

« Les calculs fournis par les préfetures me permettent d'évaluer au chiffre approximatif de 3,600,000 fr. le surcroît de dépense pour 1876 résultant de l'application du paragraphe 2 de l'article 9 de la loi nouvelle ; l'augmentation de la subvention de l'Etat pour cette même année étant de 1,200,000 fr., les communes et les départements n'auront à fournir pendant l'exercice prochain que les deux tiers de l'augmentation, soit 2,400,000 fr.

« En ce qui concerne les communes, vous aurez à examiner d'abord quelles sont celles qui ont actuellement des revenus ordinaires disponibles, après prélèvement des autres dépenses obligatoires.

« Elles devront avant tout utiliser cet excédant de ressources.

« Quant à celles qui ne font pas emploi de la totalité des trois centimes spéciaux créés par l'article 40 de la loi du 13 mars 1850 et l'article 14 de la

loi du 10 avril 1817, elles devront, après avoir fait appel à leurs revenus ordinaires, consacrer aux dépenses de la loi nouvelle la portion de ces trois centimes qui n'avait pas trouvé jusqu'ici son affectation aux dépenses obligatoires de l'enseignement primaire.

« Enfin, il y a des communes qui, au moyen de leurs ressources ordinaires et de leurs trois centimes spéciaux, ne pourront couvrir l'augmentation de la dépense qui leur incombe ; celles-là seules devront voter la fraction de ce quatrième centime, qui serait alors nécessaire.

« Il est bien entendu que, dans les localités où les conseils municipaux peuvent faire face à leurs dépenses obligatoires de l'instruction primaire sans avoir recours au nouveau centime additionnel créé par la loi du 19 juillet, il n'y aura pas lieu de voter aucune fraction de ce centime additionnel.

« En ce qui touche le budget départemental, il pourra se produire deux cas.

« Dans certains départements, les deux tiers de l'augmentation de la dépense obligatoire pour l'enseignement primaire, en 1876, pourront être convertis au moyen de ressources actuellement existantes, après que les communes auront fait le sacrifice dont il vient d'être question. Le conseil général n'aurait alors à prendre de nouvelle décision que s'il voulait créer des ressources pour faire face à des dépenses facultatives.

« Dans d'autres départements, il sera nécessaire de recourir au vote d'une portion de quatrième centime pour acquitter les deux tiers de la nouvelle dépense ; dans ce dernier cas, vous devrez provoquer le vote des ressources supplémentaires qui devront être inscrites au sous-chapitre II, § 4, du budget spécial.

« Vous aurez soin, à l'époque où vous me transmettez ce budget, de l'accompagner d'une note explicative destinée à prouver que le conseil général a voté une allocation suffisante pour acquitter la part de dépense qui incombe au département.

« Vous recevrez ultérieurement des instructions complètes au sujet des modifications qui devront être apportées dans la comptabilité de l'instruction primaire.

« Le ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts,
» H. WALLON.

Le ministre de la guerre a adressé aux préfets la circulaire suivante :

Versailles, le 6 novembre 1875.

Messieurs, Il m'a été rendu compte qu'avant la notification de la décision ministérielle du 27 octobre qui a modifié le minimum fixé pour l'admission au volontariat en 1875, un certain nombre de jeunes gens appartenant à la première portion de la classe 1874, et ayant obtenu de 31 à 37 points à l'examen professionnel, avaient déjà été mis en route. Comme la décision précitée les remet en possession de leur droit à l'assimilation, j'ai prescrit aux généraux commandant les corps d'armée de les renvoyer d'urgence dans leurs foyers pour y remplir les dernières formalités du volontariat.

J'ai adressé également des instructions à M. le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations pour que ces jeunes gens soient admis à faire leurs versements.

La même mesure est applicable aux jeunes gens ayant également obtenu de 31 à 37 points, et qui ne croyant plus pouvoir être admis à l'engagement conditionnel, ont souscrit des engagements de cinq ans. J'ai également prescrit leur renvoi dans leurs foyers, et j'ai invité les généraux commandant les corps d'armée à me les signaler, afin de me mettre à même d'annuler leurs engagements, ce qui leur permettra de souscrire l'engagement conditionnel, dont la date remontera au 4 novembre.

Je vous prie d'assurer, en ce qui vous concerne, l'exécution de ces dispositions.

Recevez, etc.

SOCIÉTÉ AGRICOLE ET INDUSTRIELLE du Lot

Nous rappelons aux propriétaires viticulteurs du département, que le *Marché aux Vins* se tient sous le péristyle de la mairie, de Cahors tous les samedis à 1 heure de l'après-midi.

Il est du plus grand intérêt des producteurs de se mettre, par leur assiduité à ce *Marché*, en relations avec les marchands étrangers qui sont déjà arrivés dans le pays.

LAUR, Conseiller de la Société.

CONSEIL GÉNÉRAL DU LOT

PRÉSIDENCE DE M. LEMAYRAC.

Séance du 20 août 1875. (Suite).

Chemins de fer. — Lignes de Grostlejac à Gourdon et de Cahors à Capdenac. — Priorité en faveur de cette dernière ligne.

Au nom de la commission des travaux publics, M. Cubiac expose que, tout en reconnaissant combien était nécessaire pour la prospérité du département, la prompt exécution du prolongement du chemin de fer de Cahors à Capdenac par la vallée

du Lot, la commission dont il est le rapporteur, à la majorité de 6 voix contre 3, propose au Conseil de renouveler le vœu de la session précédente, tendant à la déclaration d'utilité publique, et la concession à une compagnie quelconque du chemin de fer reliant Gourdon à Cahors, devant se prolonger jusqu'à Montauban, en remontant vers le nord-est, soit en s'embranchant sur un point quelconque de la ligne projetée du Buisson à St-Denis-les-Martel, soit par la continuation du chemin d'Angoulême à Nontron; et considérant que l'exécution de cette dernière ligne importe au département plus que tout autre voie ferrée, le rapporteur propose au Conseil de demander la priorité d'exécution pour cette ligne.

M. Cuniac développe longuement ses conclusions et en explique les motifs.

M. Depeyre demande ensuite la parole. Il expose qu'en demandant la priorité pour le chemin de fer de Groslejac à Gourdon, la commission donne aux vœux précédents du Conseil général un caractère qu'ils n'avaient pas. Le Conseil général avait émis un vœu favorable pour les divers projets de chemins de fer, sans établir aucun rang entr'eux. La priorité qu'on nous propose aujourd'hui, si elle était adoptée, ressemblerait beaucoup à l'abandon du projet sur Capdenac. Or, de toutes les lignes proposées, celle-là, puisqu'on veut établir une préférence, doit passer la première, et à une demande de priorité qui se produit, nous opposons une demande semblable.

Depuis la dernière session du Conseil général, la question a fait un pas; vous avez formé une commission dont faisaient partie MM. les députés du Lot, et à laquelle vous m'aviez fait l'honneur de m'adjoindre. Nous avons eu l'honneur d'entretenir M. le ministre des travaux publics du projet sur Capdenac, et nous avons constaté chez lui des dispositions très-favorables; M. le ministre a bien voulu nous en donner une preuve en ordonnant la reprise des études. Deux ingénieurs ont été chargés d'y procéder; nous savons tous qu'ils sont à la veille de commencer leurs opérations, et c'est en ce moment qu'on vous propose d'écarter en quelque sorte la ligne sur Capdenac pour une priorité accordée au projet de Gourdon à Groslejac.

M. Depeyre fait remarquer au Conseil général que tandis que la compagnie d'Orléans limite son tracé entre les deux points de Groslejac à Gourdon, la commission ajoute avec prolongement de Gourdon sur Cahors et de Cahors sur Montauban. Certes, il faudrait désirer que la Compagnie fût aussi libérale dans son projet que la commission l'est dans son vœu; mais ces deux prolongements sont une annexe de la commission et non de la Compagnie. Il est vrai qu'on nous parle aussi d'un projet de chemin de fer mis en avant par la compagnie des Charentes, chemin qui viendrait d'Angoulême à Montauban, par Nontron, Gourdon et Cahors. M. Depeyre ne demande pas mieux que d'émettre un vœu en faveur de tous ces projets, si problématiques qu'ils puissent paraître; il ne demanderait pas mieux que de les voir se réaliser. Mais il faut avant tout achever ce qui a été commencé. Or, on peut dire que le chemin de Libos sur Cahors est un chemin commencé; ce n'est pas pour laisser Cahors tête de ligne qu'on a fait ce chemin; il ne sera achevé que lorsque le tracé aura été poursuivi dans la vallée du Lot, jusqu'à la rencontre de Figeac ou Capdenac. M. Depeyre persiste, en terminant, à réclamer la priorité pour le vœu relatif au projet sur Capdenac.

M. Cuniac répond aux observations de M. Depeyre; il donne communication au Conseil d'une lettre de M. le ministre, faisant connaître le refus de la Compagnie d'exécuter la ligne de Cahors à Capdenac.

M. de Verninac demande la parole, et s'exprime en ces termes :

Nous sommes, messieurs, tous d'accord sur un point, l'utilité de la construction dans notre département du plus grand nombre de chemins de fer possible. Il n'entre donc à aucun degré dans ma pensée de médire en quoi que ce soit de la ligne projetée de Cahors à Figeac. Je ne veux pas même établir entre elle et celle d'Angoulême à Montauban par Gourdon et Cahors, de parallèle au point de vue de l'utilité absolue. Ces deux lignes ont pendant longtemps été associées dans des vœux souvent réitérés, mais toujours stériles du Conseil général. Je veux même concéder à mes adversaires que ces deux lignes ont une égale utilité. Mais puisqu'il semble aujourd'hui que nous touchons au terme de la période des vœux purement platoniques, examinons ce que nous avons chances d'obtenir et n'exagéons pas nos demandes. Or, quelle est la chance qui se présente en faveur de la ligne de Capdenac ou Figeac à Cahors? Aucune, nous en avons la preuve au dossier. Quelle chance au contraire se présente en faveur de la ligne d'Angoulême à Montauban par Gourdon et Cahors? Cette chance, je la trouve dans la rivalité bien connue de la compagnie d'Orléans avec celle des Charentes. Nous n'avons pas à prendre parti entre ces deux compagnies, ni dans la lutte célèbre entre les petites et les grandes compagnies. Mais il ne nous est pas défendu d'en profiter, et, permettez-moi l'expression, de l'exploiter. C'est à ce point de vue, que je vous demande avec instance de voter la priorité que vous demandez votre commis-

sion des travaux publics en faveur de la ligne d'Angoulême ou Nontron à Montauban, par Gourdon et Cahors.

La parole est donnée à M. le comte Murat.

M. le comte Murat n'a aucune objection à faire à l'adoption des conclusions de la commission des travaux publics, à la condition qu'elle n'insiste pas sur la question de priorité. La proposition serait alors unanimement adoptée par le Conseil général, qui n'aurait pas l'air de se déjuger à quelques mois de distance et d'abandonner le chemin de fer de la vallée du Lot, si instamment réclamé par lui. Pourquoi diviser le Conseil sur une question qui devrait nous réunir tous? Nous nous associons sans réserve au vœu exprimé en faveur du chemin de fer de Groslejac à Gourdon, mais nous ne pouvons aller, par l'introduction du mot de priorité, jusqu'à donner à notre vote l'apparence d'une hostilité contre l'embranchement de Figeac ou Capdenac à Cahors.

(A suivre).

Cour d'assises du Lot.

Présidence de M. GAUJA, conseiller à la Cour d'appel.

Affaire Sophie Gautié, femme Bouyou. — **Assassinat.**

L'affaire Sophie Gautié, femme Bouyou, s'est dénouée hier à la cour d'assises.

L'audience du 17 novembre restera, dans le souvenir de tous ceux qui y assistaient, par les émotions du débat, les dépositions du mari et des fils de la victime et surtout par la joute oratoire du ministère public et de la défense. Rarement il a été donné d'entendre au prétoire un réquisitoire plus éloquent, plus élevé de pensées et d'expressions, plus émouvant dans sa mesure et dans sa fermeté que celui de M. le procureur Puech. Rarement aussi défenseur s'est montré plus que M. Lurgie à la hauteur d'une aussi lourde tâche, et certes si le sang des pauvres victimes n'avait crié si haut vengeance, l'argumentation serrée de l'avocat aurait ébranlé les juges.

Emouvante, très émouvante journée.

Après 45 minutes de délibération les jurés ont apporté un verdict de culpabilité, affirmatif sur toutes les circonstances aggravantes, muet quant aux circonstances atténuantes.

C'était la peine de mort.

Il était cinq heures et demie quand la terrible sentence a été prononcée par le président, au milieu d'une grande affluence.

Sophie Gautié n'a manifesté aucune émotion. Comme pendant tout ce procès, elle a conservé, au moment suprême, son mouchoir sur sa figure, cachant ainsi ses traits aux regards avides de la foule; elle s'est penchée en avant et a parlé à son avocat. C'est une femme de 43 ans, au teint jaunâtre, au regard faux, aux traits amaigris, réguliers. Elle est vêtue de noir.

Un moment plus tard la condamnée a été reconduite à la prison, soutenue par deux gendarmes, entre un piquet de soldats. La foule était énorme sur tout le parcours.

Voici l'acte d'accusation de cette affaire appelée à figurer parmi les causes célèbres :

Le 22 juin 1875, le sieur Louis Colomb, fils d'un premier lit de Sophie Gautié, femme Bouyou, mourut au Bourg atteint de phthisie pulmonaire. Deux heures avant sa mort et lorsque son agonie était déjà commencée, son unique enfant Sophie-Elisa Colomb, âgée de neuf mois, succomba subitement entre les bras de Sophie Gautié sa grand-mère. Cet événement impressionna vivement l'opinion publique; on connaissait en effet la perversité de Sophie Gautié et on la crut capable d'avoir tué sa petite-fille afin de chasser de la maison la femme Colomb, sa bru, qu'elle détestait et de s'assurer une partie de l'héritage de son fils. Des propos tenus par l'accusée dans les derniers jours de la maladie de Louis Colomb autorisaient un pareil soupçon et ces rumeurs prirent bientôt une telle consistance que l'autorité judiciaire dut faire exhumer le cadavre d'Elisa Colomb. L'autopsie fit découvrir dans les organes abdominaux de l'enfant deux aiguilles à repriser la laine qui paraissaient y avoir séjourné quelques temps et la moitié d'une aiguille à tricoter plus récemment introduite dans les organes de la victime; l'autre moitié fut trouvée dans la région du cœur qu'elle avait perforé entraînant immédiatement la mort.

A la suite de ses constatations, Sophie Gautié mise en présence du cadavre, fit l'aveu complet de son crime. Elle reconnut que dans le courant du mois de mai, elle avait une première fois fait pénétrer des aiguilles dans le corps de sa petite-fille qu'elle voulait voir mourir avant son père; les troubles occasionnés ne provoquèrent pas la mort aussi promptement qu'elle l'espérait et le 22 juin, Louis Colomb étant près d'expirer, elle emporta l'enfant hors de la chambre de l'agonisant, comme pour la soigner et lui perfora le cœur; la petite Elisa poussa un cri plaintif et mourut.

Cet horrible forfait appela l'attention de la justice sur les antécédents de l'accusée; on apprit qu'elle avait été fortement soupçonnée dix-sept ans aupara-

vant d'avoir empoisonné le sieur Colomb, son premier mari: on sut en outre qu'elle avait eu dix enfants et sept d'entre eux n'avaient pas dépassé l'âge de un an. Le dernier Marie Bouyou était mort le 15 avril précédent, à l'âge de 38 jours. Le corps de cette petite fille fut recherché dans le cimetière d'Anglars où il était inhumé, l'autopsie fit découvrir dans la région abdominale du cadavre quatre aiguilles semblables à celles dont l'ingestion avait fait périr Elisa Colomb. La mort de Marie Bouyou avait eu pour causes les désordres produits dans ses organes par l'introduction de ces corps étrangers; il était évident que cet autre crime commis dans des circonstances identiques à celles du premier crime constaté, avait eu le même auteur. Sophie Gautier dut encore avouer qu'elle en était coupable; elle s'était ainsi dérobée aux charges d'une maternité tardive qui pouvait gêner sa vie de débauches. Née le 7 mars 1875, Marie Bouyou avait été confiée le lendemain à une nourrice demeurant à Anglars, le jour de Pâques, 28 mars, cette femme porta l'enfant au Bourg pour la montrer à sa mère; celle-ci garda sa fille un moment en l'absence de la nourrice, le soir Marie Bouyou, venue très bien portant au Bourg en repartait malade, ses souffrances durèrent trois jours, après lesquels l'état de l'enfant paraissait s'améliorer; lorsque le 13 avril sa mère se rendit à Anglars pour la voir; l'accusée prodigua des caresses à sa fille, mais la nourrice s'étant éloignée pendant quelques minutes trouva à son retour la petite Marie gémissant et en proie à la douleur; tous les soins furent inutiles pour lui rendre la santé, elle ne cessa de souffrir et expira le surlendemain, Sophie Gautié de son propre aveu, avait profité des moments où elle était restée seule avec sa fille pour lui enfoncer des aiguilles dans le corps.

La réputation de la femme Bouyou est des plus mauvaises et nul n'hésite à la croire capable de tous les crimes. Dès sa jeunesse, malgré les apparences d'une dévotion outrée, elle a eu des mœurs dissolues; au cours de ses deux mariages, elle s'est prostituée aux clients de son auberge, lorsque son premier mari mourut, les procédés dont elle avait usé envers lui permirent de supposer qu'elle l'avait empoisonné; les breuvages qu'elle lui offrait aggravaient son mal et excitaient la défiance du médecin. Colomb refusait d'en boire avant que sa femme y eût goûté. Celle-ci entretenait dès lors des relations adultères avec Bouyou qu'elle épousa plus tard. Le soir de la mort de Colomb, Sophie Gautié disait à Bouyou, qui passait devant sa porte: « Il s'achève » et dès que le malade eut rendu le dernier soupir, la veuve s'enferma dans une grange où elle passa la nuit avec son amant tandis que le frère du défunt veillait auprès du cadavre.

Sophie Gautié, s'est toujours montrée très dure à l'égard d'Edmond Colomb et d'Alphonse Bouyou, les seuls de ses enfants qui avaient conservé la vie. Ce dernier paraît n'avoir vécu que grâce aux soins de sa grand-mère, la veuve Bouyou qui en prit pitié et le recueillit à l'âge de neuf mois; on voyait dès cette époque trois petites cicatrices, dont la trace existe encore, sur le ventre très-enflé de cet enfant. Ce gonflement du ventre a été remarqué sur les six enfants nés après Alphonse et dont aucun n'a vécu un an; Marie Bouyou et Elisa Colomb présentaient le même symptôme; « ils avaient dans le ventre quelque chose qui les empêchait de vivre » ainsi que le disait Sophie Gautié.

Marie-Célestine, second enfant du second lit, naquit le 15 novembre 1861, à l'âge de sept mois elle fut confiée à une nourrice, cette petite fille alors chétive, devait sur la recommandation de sa mère lui être rapportée dès que sa santé se serait fortifiée. En conséquence, deux mois plus tard environ, la nourrice se rendit au Bourg et laissa l'enfant à sa mère pendant qu'elle allait, elle-même, voir le sien dans une commune voisine. Quand elle revint, quatre heures après, la petite Célestine avait cessé de vivre ayant succombé, disait sa mère à une attaque de nerfs que rien cependant n'avait fait prévoir.

Emilie Bouyou, décédée à Viazac, à l'âge de douze mois, en 1865, a eu de même une fin qui peut sembler suspecte. Elle était à sa naissance d'une constitution robuste et au bout d'un mois, quoique bien portante, elle fut enlevée à sa nourrice sous un vain prétexte, une seconde nourrice rendit aussitôt l'enfant à sa mère en bonne santé. Aussitôt après, un changement effrayant se manifesta et au bout de trois jours Emilie Bouyou mourut.

Louise et Albert Bouyou, qui n'ont vécu la première que 18 jours, le second que 32, ne furent pas mis en nourrice et ne reçurent d'autre soin que ceux de leur mère.

Quant à Marie Bouyou, décédée au Bourg le 1^{er} mars 1871, 26 jours après sa naissance sa grand-mère la veuve Bouyou, s'apercevant qu'elle était mal soignée, la prit chez elle; mais cet enfant faisait entendre sans cesse des gémissements de douleur. Sa mère alla la voir une semaine après environ et l'ôta de son berceau malgré la résistance de sa grand-mère. Elle lui passa à plusieurs reprises la main sur le ventre, comme pour la caresser et pendant ce temps la petite fille poussait des cris déchirants, elle mourut dans la nuit suivante, ayant ainsi que tous les autres, le ventre enflé.

La justice a inutilement recherché dans les cimetières des villages où ils sont enfouis les restes des cinq enfants si prématurément décédés. Ces investigations avaient causé à l'accusée une inquiétude qu'elle

avait exprimée en prison dans une conversation avec son mari; elle avait même laissé entendre qu'elle voulait faire aux magistrats des révélations nouvelles après avoir demandé à réfléchir pendant trois jours, elle a fini par déclarer qu'elle n'avait point d'autre aveu à faire. Si graves que soient les présomptions relevées contre Sophie Gautié à raison de la mort de ses cinq enfants en l'absence du corps du délit, il n'a pas paru possible d'en faire la base d'autant de chefs d'accusation, aussi la justice ne lui-demande-t-elle compte que de deux crimes dont la preuve matérielle est acquise et dont elle s'est reconnue l'auteur.

Pour la chronique locale, A. Layrou.

Bulletin Vinicole

Paris, 11 novembre.

Les vins de Cahors sont cotés à Paris, 320 à 330 fr., le tonneau, logés et rendus en gare.

Bercy, 16 novembre.

Vins de Cahors 1^{er} choix 75 à 80 la pièce.
2^e choix 70 à 74 »

St-Vincent-Luzach, 17 novembre.

Des marchands étrangers se sont présentés chez nous. Ils ont acheté une douzaine de caves, dans les prix de 280 à 310 fr. le tonneau.

Dépêches

(Service spécial du Journal du Lot).

Paris, 17 novembre, 3 h., soir.

Des dépêches d'origine slave assurent que cinq mille tures ont été battus, le 14, près de Gatzko par les insurgés. Ils auraient eu 500 morts et 600 blessés.

Paris, 17 novembre, 6 h., soir.

Le capitaine de vaisseau Galibert, — et non l'amiral Roze, — passera devant un conseil de guerre pour la perte du *Magenta*.

Paris, 17 novembre.

Le conseil général de la Seine, dans la séance d'hier, écartant toute considération politique, considérant seulement les intérêts et les sentiments du département de la Seine, a émis un vœu en faveur de la levée de l'état de siège et d'une loi d'amnistie. Ce vœu était signé par cinquante-six membres. Le préfet de la Seine a demandé qu'il ne fût pas pris en considération, mais il a été envoyé à la commission chargée de faire un rapport sur les autres projets des vœux. Au nombre de ceux qui ont été émis, il en est un notamment qui demande la nomination des maires par les conseils municipaux.

Dernières Dépêches

Paris, 18 novembre, 2 h. 35 m. soir.

Une lettre de Don Carlos au roi Alphonse, propose la suspension des hostilités et l'action commune si les Etats-Unis déclarent la guerre à l'Espagne pour Cuba.

Les journaux de Madrid accueillent cette lettre défavorablement.

Paris, le 18 novembre, 4 h. 15 m. soir.

On assure aujourd'hui que la nomination des sénateurs à vie par l'Assemblée pourra commencer seulement le 29 novembre. On croit que cette nomination durera une semaine.

Dans une réunion du centre-gauche chez M. Casimir Périer, le désir a été exprimé d'une entente avec le centre-droit.

Bourse de Paris.

Paris, 18 novembre 1875.

Rente 3 p. %..... 65.85
— 4 1/2 p. %..... 95.50
— 5 p. %..... 103.80

ETUDE

de M^e SCIPION DELBREIL, avoué à Cahors.

EXTRAIT

DE SAISIE IMMOBILIERE.

Adjudication fixée au 18 novembre 1875.

Par procès-verbal de Duc, huissier, en date du vingt août mil huit cent soixante-quinze, dûment enregistré et transcrit au bureau des hypothèques de Cahors, le treize septembre suivant, volume 68, numéro 40.

Il a été procédé à la saisie des biens immeubles suivants :

A la requête de M. Alphonse Granion, propriétaire, habitant et domicilié de la ville de Cahors, lequel a constitué pour son avoué près le tribunal civil de Cahors, M^e Scipion Delbreil, avoué près ce tribunal, demeurant à Cahors, rue du Parc, n° 12.

Sur la tête et au préjudice de Madame Françoise-Augustine-Anastasie Carla, veuve de M. Pierre Gombault, sans profession, demeurant à Cahors.

Biens à vendre.

Une maison et ses dépendances, située dans la ville de Cahors, grande rue Basse et rue Fénelon, tenant de deux côtés avec ladites rues, et d'autres côtés avec les héritiers de Balagayrie. Elle est portée à la matrice cadastrale de Cahors, sous les numéros 1350 et 1351 de la section N. Le sol est d'une superficie de trois ares cinquante centiares environ. A la suite de la maison est une terrasse qui a été aussi saisie et qui est comprise dans la vente. Le dessous de cette terrasse est consacré à une écurie, chai ou remise. On aboutit sur la terrasse de la maison même. La principale façade et la porte d'entrée sont dans la rue Fénelon. La maison se compose d'un rez-de-chaussée, d'un premier et d'un second étages et d'un galetas. Elle est couverte en tuiles creuses, elle a sept croisées à chaque étage, au rez-de-chaussée il existe des magasins.

Cette maison est la propriété de la dite dame V^e Gombault qui en habite le second ; le premier et le rez-de-chaussée sont occupés par des locataires. Elle figure sur la tête de la dite dame veuve Gombault à la matrice cadastrale du dit Cahors, arrondissement du même nom.

Le cahier des charges a été déposé au greffe du tribunal civil de Cahors et publié à l'audience de ce tribunal, du 6 novembre courant et l'adjudication a été fixée au dix-huit décembre prochain.

En conséquence, l'adjudication desdits immeubles saisis sera faite le **dix-huit décembre mil huit cent soixante-quinze**, à l'heure de midi, à l'audience des criées du tribunal civil de Cahors, au Palais de justice de cette ville.

Elle aura lieu en un seul lot sur la mise à prix de quinze mille francs, ci..... 15,000 fr.

Il est en outre déclaré que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription pour raison d'hypothèques légales, devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication sous peine de déchéance.

Pour extrait certifié véritable.
A Cahors, le dix-huit novembre mil huit cent soixante-quinze.

L'avoué poursuivant,

Signé : DELBREIL.

Enregistré, à Cahors, le novembre mil huit cent soixante-quinze, F^o C^o reçu un franc quatre-vingt-huit centimes, décimes compris.

Signé : GISBERT.

ETUDE

de M^e SCIPION DELBREIL, avoué à Cahors.

EXTRAIT DE JUGEMENT

DE SEPARATION DE BIENS

Par jugement du tribunal civil de Cahors, en date du quinze novembre courant, la dame Hélène-Jacquette Hébrard, sans profession, habitante et domiciliée de la ville de Cahors a été séparée de biens d'avec le sieur Charles-Eugène Bénéch, son mari, négociant, domicilié de ladite ville.

Pour extrait certifié véritable.

A Cahors, le dix-huit novembre mil huit cent soixante-quinze.

L'avoué poursuivant,

DELBREIL.

Crédit foncier de France.

Emission à 490 fr. d'Obligations communales de 500 francs 5 0/0, remboursables en

50 ans par voie de tirage au sort. Emissions au pair d'Obligations communales 5 0/0, pour une échéance de 10 ans et à 4 1/2 %, pour une échéance de 5 ans à moins de 10 ans. On souscrit : à Paris au Crédit foncier de France, rue Neuve-des-Capucines, n° 19 ; dans les départements : aux Recettes des finances, chez MM. les notaires et chez tous les correspondants du Crédit foncier.

On peut chez les mêmes intermédiaires se procurer, au cours, des obligations communales 5 % rapportant 15 francs et remboursables à 300 fr.

SANTÉ A TOUS

rendue sans médecine, sans purges et sans frais, par la délicieuse farine de Santé de Du Barry de Londres, dite :

REVALESCIÈRE

Vingt-huit ans d'un invariable succès en combattant les dyspepsies, mauvaises digestions, gastralgies, glaires, vents, aigreurs, acidités, pituites, nausées, renvois, vomissements, constipation, diarrhée, dysenterie, coliques, phthisie, toux, asthme, étouffements, étourdissements, oppression, congestion, névrose, insomnies, mélancolie diabète, faiblesse, épuisement, anémie, chlorose, tous désordres de la poitrine, gorge, haleine, voix, des bronches, vessie, foie, reins, intestins, muqueuse, cerveau et sang. — 80,000 cures annuelles, y compris celles de Madame la Duchesse de Calcutta, le duc de Pluskow, Madame la marquise de Bréhan, lord Stuart de Decies pair d'Angleterre, etc., etc.

N° 49,342 : M^{me} Marie Joly, de cinquante ans de constipation, indigestion, nervosité, insomnies, asthme, toux, flatulents, spasmes et nausées. — N° 46,270 : M. Robert, d'une consommation pulmonaire, avec toux, vomissements, constipation et surdité de 23 ans. — N° 46,210 : M. le docteur-médecin Martin, d'une gastralgie et irritation d'estomac qui le faisait vomir 15 à 18 par jour pendant huit ans. — N° 49,522 : M. Baldwin, de l'épuisement le plus complet, paralysie de la vessie, et des membres, par suite d'excès de la jeunesse.

Cure n° 80,416.

M. le docteur F.-W. Beneke, professeur de médecine à l'Université de Marbourg, dit :

« Je n'oublierai jamais que je dois la préservation de la vie d'un de mes enfants à la Revalesscière du Barry.

» L'enfant, dans son quatrième mois, souffrait, sans cause apparente, d'une atrophie complète, avec vomissements continuels qui résistaient à la diète la plus soignée, à deux nourrices et à tous les traitements de l'art médical. La Revalesscière a complètement rétabli sa santé en six semaines de temps. »

Plus nourrissante que la viande, elle économise encore 50 fois son prix en médecine. En boîtes 1/4 kil., 2 fr. 25 ; 1/2 kil., 4 fr. ; 1 kil., 7 fr. ; 42 kil., 60 fr. — Les Biscuits de Revalesscière, en boîtes de 4, 7 et 60 fr. — La Revalesscière chocolatée, en boîtes de 2 fr. 25 ; de 576 tasses, 60 fr. — Du BARRY et C^e, 26, place Vendôme, Paris. — Dépôt à Cahors : Vinet, pharmacien et Bénéch-Bigourdant, épiciers.

LIBRAIRIE FIRMIN-DIDOT, RUE JACOB, 56, A PARIS.

LA MODE ILLUSTRÉE

JOURNAL DE LA FAMILLE, SOUS LA DIRECTION

DE M^{me} EMMELINE RAYMOND.

Ce journal, indispensable à toutes les mères de famille, paraît le samedi de chaque semaine, il donne par an plus de 2,000 gravures sur bois ; — 24 planches dans lesquelles on trouve plus de 500 modèles nouveaux de patrons en grandeur naturelle, pour vêtements de toutes sortes et de tous les âges ; — romans, nouvelles, etc.

Un numéro spécimen est envoyé gratis à toute personne qui en fait la demande, par lettre affranchie.

On s'abonne en envoyant un mandat sur la poste à l'ordre de MM. FIRMIN DIDOT et C^e, 56, rue Jacob, à Paris. On peut aussi envoyer des timbres-poste : dans ce cas il faut ajouter, pour chaque trois mois, un timbre de 25 centimes, soit quatre timbres pour l'année.

Prix pour les départements :

1^{re} édit. 5 mois, 3 fr. 50 ; 6 mois, 7 fr. ; 12 mois, 14 fr. 4^e — avec une gravure coloriée chaque numéro : 5 mois, 7 fr. ; 6 mois, 13 fr. 50 ; 12 mois, 25 fr.

S'adresser également dans les librairies des départements.

ACHETEZ vos MONTRES

DIRECTEMENT EN FABRIQUE

Économie réelle. — Garanties sérieuses.

Bijoux, Gravures, Chiffres et Décorations à votre goût.

Une des plus anciennes Maisons de Fabrication Robert & Amiet, Ancien Directeur de l'École d'Horlogerie

Grande Rue, 70, Besançon, seule ville française de production.

Montres publiques perfectionnées par Eglises, Hôtels de Ville, etc.

Pour tous les articles et extraits non signés, Le propriétaire-gérant : A. Layton.

A LOUER
LE CAFÉ DE BORDEAUX

A CAHORS

GRAND ET BEL ÉTABLISSEMENT

parfaitement aménagé, situé au centre de la ville, boulevard Nord, en face la Mairie. — Salle de Billard et Salon au 1^{er} étage. — Nombreuse clientèle assurée.

S'adresser pour les renseignements, à M^{me} veuve Colonge.

BAYLES JNE

RUE DE LA LIBERTÉ, CAHORS,

A l'honneur de prévenir les personnes qui ont la vue fatiguée par le travail ou bien par des verres mal appropriés à leurs yeux, qu'on trouvera chez lui un grand assortiment de lunettes, de conserves en verre cristal, blancs, colorés, fumés des meilleures fabriques de Paris, verres de rechange pour myopes, et pour presbytes ; on trouvera aussi le même assortiment en longues-vues, lorgnettes, jumelles de spectacle, lorgnons, pince-nez faces à main, boussoles, loupes, pièces à lire, baromètres, thermomètres, hygromètres, éprouvettes, pèse-liquides en tout genre, alambics pour l'essai des vins, boîtes de mathématiques, graphomètres, décimètres, équerres, niveaux d'eaux et à bulle d'air, miroirs, jalons, chaînes d'arpenteurs, compte-fils, trousses de voyage, porte-monnaies, porte-feuilles, passe-partout assortis, cannes, gibecières, sacs de fantaisie et de voyage, stéréoscopes, épreuves, groupes et paysages etc., etc.

Bel assortiment de coutellerie fine, de sécateurs, instruments de Chirurgie, bandages et ceintures, confection d'appareils orthopédiques.

ORFÈVRE ET COUVERTS

DE LA MAISON CHRISTOFLE

ET RÉARGENTURE.

BIJOUTERIE RELIGIEUSE

ET ACHAT DE VIEILLES MATIÈRES

D'OR ET D'ARGENT.

ARTICLES DE PARIS,

TONDEUSES, TOURNE-BROCHES

ET RÉPARATIONS.

ASSORTIMENT

DE REVOLVERS DES FABRIQUES

DE LIÈGE.

Avis au Clergé

Les Encens de la Catholicité vendus au profit du Denier de St-Pierre se trouvent à Cahors, chez M. Larrivé, négociant, rue de la Liberté, et à Figeac, chez M. Leygues, crier. Ces Encens les meilleurs et les meilleurs marché se recommandent, en outre, par la remise de 10 p. % qu'ils aient au clergé pour être versés à la Caisse Diocésaine du Denier de St-Pierre.

On trouve dans les mêmes maisons, l'Encens phlogistique remplaçant avec commodité et grande économie la Braïse et l'Encens.

LE JOURNAL DU DIMANCHE

Recueil Littéraire et Illustré

paraissant chaque semaine, avec 16 pages de texte et gravures inédites, et un morceau de musique.

ABONNEMENTS :

Un An, 8 francs. — Six mois, 4 francs.

Par un mandat sur la poste, au nom de l'Administrateur, place Saint-André-des-Arts, 11, à Paris.

Le Journal du Dimanche compte maintenant vingt années d'existence ; sa collection se compose des ouvrages les plus estimés des Auteurs contemporains, et c'est avec le concours des dessinateurs et des graveurs les plus distingués que ce recueil a conservé le premier rang parmi les publications illustrées.

Trente-quatre volumes sont en vente

Le volume broché, pour Paris..... 45 fr.

id. pour les Départements..... fr.

C. DILLET, éditeur, rue de Sèvres, 15, Paris.

UN MOT SUR

LE SUFFRAGE UNIVERSEL

PRIX : 1 fr.

UN DERNIER MOT SUR

LE SUFFRAGE UNIVERSEL

PRIX : 50 cent.

LA PROCHAINE

LOI ÉLECTORALE

PRIX : 1 fr.

Par M. HENRI NADAL.

En vente chez M. GIRMA, libraire et marchand de musique, à Cahors



MAGASIN DE FLEURS ARTIFICIELLES

M^{me} LINON

FLEURISTE

rue du Lycée, à Cahors

Grand assortiment de Bouquets d'Eglise ; Vases en porcelaine ; Flambeaux en verre et Fournitures pour fleurs ; Papiers de toutes couleurs.

Bouquets de fêtes votives ; salons et devant d'autel brodé or.